

Bachar el-Assad : ce qu'il ferait des djihadistes français

écrit par François des Groux | 3 décembre 2019



Illustration : à droite, Quentin le Brun, un djihadiste français parti combattre en Syrie dans les rangs de Daesh

Il faut reconnaître à Bachar el-Assad une certaine résilience pour avoir résisté neuf ans à Daesh et aux milices islamistes financées par les pétromonarchies et l'Occident. Bien sûr, il serait difficilement resté au pouvoir si les États-Unis et la France avaient décidé d'attaquer Damas en 2013. Et bien sûr, il doit sa survie aux interventions russe et iranienne.

Mais au final, Bachar el-Assad sort vainqueur de cette guerre de 9 ans tandis que notre pays a perdu tout crédit au

Moyen-Orient.

.

En effet, comment notre gouvernement pourrait-il encore faire des leçons de morale au monde entier après s'être alliée à l'un des groupes terroristes les plus féroces (al-Nosra), avoir abandonné les chrétiens d'Orient et lâché les Kurdes (comme les Américains).

Et pendant que le nettoyage ethnique se poursuit au Rojava, comment la France pourrait-elle retrouver grandeur et honneur en s'aplatissant devant le néo-sultan Erdogan et son chantage aux migrants ?

Enfin, comment Macron peut-il se réjouir, avec l'éradication du Califat, de [« la fin d'un danger majeur pour notre pays »](#) et tenter de rapatrier tous les djihadistes français, bourreaux égorgeurs des Syriens alaouites, yézidis ou syriaques ?

.

Alors qu'il était simple de laisser la justice syrienne s'occuper de leur cas. Une justice immanente, efficace et définitive, à rebours de notre justice « Mur des cons ».

.

Bachar el-Assad : « Français ou étrangers, les terroristes seront soumis à la loi syrienne »

Après neuf ans de guerre civile, le président syrien Bachar el-Assad, soutenu par la Russie et l'Iran, est le seul maître à bord...

Paris Match. [...] Avez-vous le sentiment d'avoir gagné la guerre ?

Bachar el-Assad. Je voudrais être très précis sur ce point. Qu'elle soit gagnée ou perdue, ce n'est pas « ma » guerre [...] C'est une guerre nationale, celle des Syriens contre les terroristes [...] Nous vaincrons lorsqu'il n'y aura plus de terrorisme. Or, le terrorisme est toujours là dans des régions du Nord.

Ce qui est plus regrettable encore, c'est qu'il bénéficie toujours de soutiens de la part de la Turquie et des pays occidentaux, les États-Unis, la Grande Bretagne, et notamment la France. Il est donc encore tôt pour parler de victoire.

PM : vous pensez honnêtement que la France soutient les terroristes ?

Évidemment. Ils ont envoyé des armes par le passé...

PM : les Français sont venus en appui des Kurdes qui combattaient Daech, c'était le sens de leur mission...

Vous pensez franchement que nous pouvons envoyer des forces syriennes en France combattre le terrorisme en France sans y être invités par le gouvernement français ?

... Le gouvernement syrien aussi combattait Daech. Pourquoi ne pas l'avoir soutenu ? Pourquoi les gouvernements français combattent-ils Daech, alors qu'ils soutiennent Al Nosra ? Les deux sont des terroristes !

PM : vous faites référence à l'époque du gouvernement Hollande et aux livraisons d'armes aux rebelles syriens. Ce gouvernement souhaitait votre élimination. Son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, avait dit à l'époque que vous ne « mériter[iez] pas d'être sur terre ».

Qu'en est-il avec Emmanuel Macron ? Avez-vous constaté un changement dans les positions de la France ?

Dans la forme, oui. Mais tant que l'occupation se poursuit,

c'est une forme de terrorisme. Reconnaissez cette vérité. Il faut qu'il y ait un changement dans le contenu, pas seulement dans la forme. Les déclarations ne nous intéressent pas, c'est sur le terrain que les choses doivent changer...

PM : la France fait face à un délicat problème avec ses djihadistes partis combattre en Syrie. En détenez-vous dans vos prisons ?

La nationalité importe peu. Il faut solliciter les services compétents qui disposent des statistiques.

Mais de toute manière, s'il y en a, ils seront soumis à la loi syrienne.

PM : vous savez forcément s'il y a des Français dans vos prisons !

Je n'ai pas de chiffres. Pour ce qui nous concerne, un terroriste c'est un terroriste. Qu'il soit français ou syrien, le résultat est le même.

PM : Que ferez-vous [...] des quelque 400 djihadistes français que les kurdes détiennent ?

Tout terroriste qui se trouve dans les régions contrôlées par les forces syriennes sera soumise à la loi syrienne. Celle-ci est très claire. Ils seront donc traduits en justice devant des tribunaux spécialisés en matière de terrorisme.

PM : vous n'envisagerez pas, par exemple, de les renvoyer en Europe, comme le fait le président turc Recep Tayyip Erdogan ?

Erdogan tente de faire chanter l'Europe. Quelqu'un qui se respecte ne parle pas de cette manière. Il y a des institutions et des lois. Renvoyer vers un autre pays les terroristes, ou toute personne qui a

été jugée et condamnée, est soumis à des accords bilatéraux entre les États. Quant au fait de faire sortir de prison quelqu'un que vous savez être un terroriste, et de le renvoyer chez lui pour qu'il tue des civils, c'est immoral

Suite de l'article :

<https://www.parismatch.com/Actu/International/Bachar-el-Assad-Un-terroriste-est-un-terroriste-Francais-ou-etrangers-ils-seront-soumis-a-la-loi-syrienne-1661517>

.

Quand les parents de djihadistes en appellent au président Macron pour rapatrier leurs enfants perdus...

.

**Le père du djihadiste tarnais
Quentin Le Brun en appelle au
président Macron**



.
Le Tarnais Quentin Le Brun fera probablement partie des quelques 130 djihadistes qui devraient rentrer en France.

Il a le même regard bleu que Quentin.
Jacques Le Brun vit à Labastide-Rouairoux dans le Tarn. Il y a près de 5 ans son fils Quentin est parti en Syrie rejoindre les rangs du groupe Etat Islamique. Il s'était converti à l'islam...

Il sait que dernièrement il ne mangeait pas à sa faim, un seul repas par jour, qu'il en avait « ras-le-bol de l'islam ».

Jacques Le Brun attend le retour de son fils et de sa femme et de leurs enfants. « Non son fils n'est pas un terroriste, dit-il, il s'est fait duper. » Il est prêt à assumer.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/tarn/albi/pere-du-djihadiste-tarnais-quentin-brun-mon-fils-n-est-pas-terroriste-1619551.html>

.

Par la voix de son avocat, son père demande son rapatriement à Emmanuel Macron, pour qu'il soit jugé en France.

Un procès en Syrie « incompatible avec l'État de droit »

« Quentin Le Brun est retenu au sein d'un camp des Forces démocratiques syriennes en vue d'être jugé dans des conditions incompatibles avec le droit au procès équitable et le droit à la vie, au sens de notre Constitution et de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales » indique l'avocat de Jacques Le Brun, Robin Binsard, dans un courrier adressé à Emmanuel Macron le 12 février...

S'il ne nie pas *« la peine »* ni *« la juste colère des familles des victimes de l'Etat islamique »*, Robin Binsard rappelle au Président de la République *« l'esprit de nos textes fondateurs »* et les *« engagements internationaux »* de la France.

Ce jeune Tarnais est parti de Labastide-Rouairoux pour la Syrie en 2014. Pour la justice française, il était un proche de la nébuleuse djihadiste toulousaine dans laquelle ont gravité Mohamed Merah et les frères Clain, les *« voix »* de la revendication des attentats du 13 novembre 2015 à Paris, fomentés par l'organisation EI.

Et l'avocat de Jacques Le Brun insiste sur *« la nécessité d'un procès en France »* : *« ces djihadistes doivent être jugés en France avec fermeté. Cela s'inscrit dans l'histoire. Cela permettrait aux victimes de voir s'exprimer la justice. A l'inverse, une exécution sommaire, à l'issue d'un procès en Syrie, ferait de ces hommes des martyrs aux yeux de leurs pairs »*.

Depuis l'évocation du retour des djihadistes français, de

nombreuses voix s'élèvent pour s'y opposer. Des voix politiques mais aussi celles de familles de victimes.

Parmi elles, Albert Chennouf-Meyer, le père d'une des victimes de Mohamed Merah. Lui aussi a écrit au Président de la république. Pour lui demander de « refuser » leur retour.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/tarn/albi/pere-du-djihadiste-tarnais-quentin-brun-appelle-au-president-macron-1624367.html>

